

Financement des transports collectifs

Au-delà des études sur le péage, ça prend de l'argent additionnel dès cette année

Montréal, le 5 février 2013 – Réagissant à la nouvelle de *La Presse*, concernant les études de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) sur les types de péages, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs, rappelle que c'est dès maintenant que la région métropolitaine a besoin de plus d'argent pour la mobilité durable et la remise à niveau des infrastructures, tel le métro, et pas seulement dans quelques années. Si TRANSIT accueille favorablement l'annonce des études, elle croit urgent d'investir de l'argent additionnel dans les transports collectifs. Les recommandations formulées par la CMM à l'occasion de la consultation du printemps dernier sur le financement du transport collectif permettraient de répondre à cette urgence.

Fort d'un consensus sur le développement pressant des transports collectifs, la CMM identifiait dans son rapport un rééquilibrage des investissements du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) du réseau routier vers les transports collectifs, une bonification du Fonds vert, qui finance la hausse de l'offre de service, ainsi qu'une hausse de la taxe sur l'essence, au profit des municipalités et du gouvernement du Québec. Toutes ces actions peuvent dégager des sommes supplémentaires en 2013 pour augmenter les investissements dans les transports collectifs.

TRANSIT estime que le péage est une source de financement à long terme et qui ne doit pas être envisagée structure par structure, comme dans l'actuelle proposition du nouveau pont Champlain. Elle accueille donc favorablement l'annonce des études, qui ne permettent toutefois qu'une mise en place concrète que dans quelques années.

Florence Junca-Adenot, professeur à l'UQAM et directrice du Forum Urba2015, précisait lors de la consultation qu'« avec la congestion dans la métropole, le sous-financement des transports collectifs des dernières décennies, les pertes économiques croissantes, la multiplication des chantiers routiers et le besoin de réduire la coûteuse dépendance au pétrole, il y a urgence à trouver des revenus supplémentaires dès cette année. Le dernier budget du gouvernement du Québec n'apportait pas de précisions sur les sommes nouvelles pour 2013. Le gouvernement se dit favorable aux transports collectifs, mais le coup d'envoi tarde à être donné par Québec et la CMM ».

« Si l'on veut mettre en œuvre le Plan métropolitain d'aménagement et de développement, c'est dès maintenant qu'il faut dégager des sommes pour développer les transports collectifs et ainsi permettre à plus de monde de les prendre. Parce que la congestion et la pollution continuent leur route, chaque jour d'inaction qui passe nous coûte collectivement très cher et la région montréalaise

a tout à y perdre », explique Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal.

-30-

À propos de TRANSIT

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation lors des grands travaux routiers, une suspension du développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Renseignements:

Philippe Cousineau Morin 514-799-1906 info@transitquebec.org